

# AGENCES EN LUTTE

## **Communiqué de presse : Les agences et opérateurs de l'État en lutte appellent à rejoindre les salarié·es de Santé Publique France, qui manifesteront devant l'Assemblée nationale (Invalides) le mardi 7 avril 2026 à partir de 14h00.**

Depuis janvier 2025, les attaques – budgétaires, législatives, symboliques – s'intensifient dangereusement contre les agences environnementales et sanitaires françaises, et plus largement les opérateurs de l'État et les instituts publics de référence.

Aujourd'hui, Santé Publique France se voit particulièrement menacée dans ses missions et son indépendance technique. Aussi le collectif des agences et opérateurs de l'État en lutte, né d'une volonté de se défendre contre le gouvernement macroniste et ses alliés, décide d'activer le « pacte de solidarité » voté en assemblée générale le 26 novembre 2025 à la bourse du travail de Paris. Les syndicats du collectif mettront tout en œuvre pour que la manifestation du mardi 7 avril devant l'Assemblée nationale soit une réussite, en se tenant notamment aux côtés des salarié·es de Santé Publique France.

Alors que les crises écologiques dépassent des seuils critiques, reconnus par un consensus scientifique incontestable, que les enjeux sanitaires ne cessent de s'aggraver et que nos territoires ont plus que jamais besoin d'aménagement, nos gouvernants détruisent méthodiquement les acteurs qui œuvrent à résoudre ces défis ! Les attaques contre Santé Publique France relèvent des mêmes logiques que celles qui visent à détruire l'ADEME ou les CAUE, à compromettre l'indépendance des expertises de l'Anses, affaiblir l'Office Français de la Biodiversité (OFB), les agences de l'eau ou l'ONF, asphyxier le CEREMA, l'IGN, Météo France, l'ANCT, l'ANAH, l'ASP, L'Institut Paris Region, l'ANSM, l'ANDPC, le CSTB, le Museum d'Histoire Naturelle...

La destruction de ces acteurs permet de privilégier les intérêts économiques du patronat : d'une part, le désarmement d'organismes de contrôle et de régulation constitue une opportunité pour certains acteurs économiques qui n'auront plus à assumer les conséquences de leurs activités. D'autre part, les flux financiers publics dédiés à ces services publics pourront être redirigés pour alimenter l'économie de guerre au nom de laquelle celles et ceux qui gouvernent peuvent mener une guerre sociale contre le monde du travail.

Nous, agences de la transition écologique, opérateurs des politiques sanitaires et sociales, acteurs de l'aménagement du territoire, décidons aujourd'hui de nous défendre contre la dérive trumpiste d'un exécutif obsédé par une gestion néolibérale et productiviste, relayé par des élu·es de droite et d'extrême droite, sacrifiant les impératifs écologiques et sanitaires aux intérêts économiques immédiats.

Le 2 avril 2026, à Paris

*Signatures : CGT L'Institut Paris Region, CGT Environnement (OFB et Parcs Nationaux), CGT Météo France, CGT ANSES, CGT ANDPC, CGT ADEME, CGT Museum d'Histoire Naturelle, CGT Santé Publique France, Solidaires CSTB*

Contacts presse :

Léo MARIASINE, délégué syndical CGT de L'Institut Paris Region : 06 03 39 24 46

Olivier LEDOUBLE, secrétaire de la CGT Environnement, OFB et Parcs Nationaux : 06 33 19 64 50

Vincent SANCHEZ, représentant CGT du personnel de l'Anses : 06 66 13 03 75

Brian PADILLA, syndicat CGT Muséum : 06 64 34 39 71

Brice VIRLY, représentant CGT du personnel de l'IGN : 06 07 29 86 41